



### Contactez-nous !!!

SUD / Solidaires CG 92  
Hôtel du département, bureau 945  
2-16 bd Soufflot, 92015 Nanterre cedex  
06 82 29 35 17, 06 78 24 52 37  
06 95 70 71 45, 01 47 29 31 36  
sudcg92@yahoo.fr



Expression du syndicat **SUD** / **Solidaires** du Conseil Général des Hauts-de-Seine. Janvier 2013

## **SALAIRES, EMPLOI, CONDITIONS DE TRAVAIL : NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE**

## **LE CHANGEMENT POUR UNE SOCIETE DE JUSTICE ET DE LIBERTÉ C'EST NOUS QUI LE FERONS !**

La France est beaucoup plus riche qu'il y a 50 ans, même après la récession de 2009 ! Et dans un pays encore plus riche, il faudrait revenir sur ces acquis et accepter l'austérité ? C'est que l'on veut nous faire croire, en prétextant une dette et une crise, toutes deux conséquences d'une politique qu'il faut changer. Comment un pays riche peut-il être endetté ? Certes la dette existe, mais d'où vient-elle ? Les différents gouvernements ont décidé de faire des cadeaux aux plus riches, de diminuer les recettes de l'État. Ainsi, le taux le plus élevé (taux marginal d'imposition) de l'impôt sur le revenu était encore de 65% en 1982 pour n'être plus que de 41%, aujourd'hui. Evidemment passer de 65 à 41% diminue considérablement les recettes de l'État, provoque un déficit du budget et crée puis alimente une dette.

Cette baisse des impôts ne représente qu'une partie d'une même politique fiscale, il faut y ajouter :

- ▶ les niches fiscales et baisses de TVA. Selon le projet de loi finances, le coût global des niches fiscales s'élèverait à 145 milliards d'euros (quasiment le montant du déficit annuel de l'État ;
- ▶ les cadeaux aux entreprises notamment les exonérations de cotisation sociale.
- ▶ la fraude fiscale, dont les paradis : 40 à 50 milliards d'euros par an, De fait, les 1% les plus riches ne paient que 20% de leur revenu en impôt. Y-a-t-il une explosion des dépenses publiques comme l'affirme le Medef ? En France, les dépenses publiques passent de 55% du PIB en 1993, à 52,3% en 2007 avant la crise financière.

Nous ne sommes pas les seuls à le dire : Le récent Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques en juin 2011 : « La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires ». La crise est la conséquence d'une politique menée depuis une trentaine d'années qui impose l'austérité pour le plus grand nombre et un partage de plus en plus inégalitaire de la richesse produite.

Une récente étude de la Commission européenne indique que la part des salaires dans la valeur ajoutée - la richesse créée par les salariés dans les entreprises - a baissé en moyenne d'environ douze points en un quart de siècle dans l'Union européenne. A l'inverse, en France par exemple, les dividendes versés aux actionnaires en 2007 représentaient 12,4 % de la masse salariale contre 4,4 % en 1982.

Ce transfert des richesses, des salaires vers les profits, a eu deux effets complémentaires :

- ▶ Les profits des entreprises ont explosé, ce qui représente, en France, environ 180 milliards d'euros supplémentaires par an. Ils se sont retrouvés sur les marchés financiers et ont alimenté la bulle spéculative.
- ▶ Le pouvoir d'achat de la grande masse de la population a stagné voire diminué.

La dette a augmentée à cause de leur crise. Un coup d'oeil sur le poids du déficit public dans le PIB (Produit Intérieur Brut) montre qu'il est resté raisonnable jusqu'en 2007, pour la plupart des pays européens. Les années 2008 et 2009 connaissent un envol de la dette. Le déficit public de la zone euro dans son ensemble est passé de - 0,7% du PIB en 2007 à - 6,3% en 2009.

Ce bond de la dette est un effet de la crise, de la décision des États de renflouer les banques, puis de mettre en oeuvre des plans de relance pour contenir la récession. Cette crise, les salarié-e-s et plus globalement la population n'en sont pas responsables. Après avoir diminué leurs recettes, après avoir renfloué les banques, les gouvernements crient à la faillite et veulent faire payer les populations en instaurant la rigueur et l'austérité. Ils se soumettent aux marchés financiers qui multiplient les attaques spéculatives. La finance est responsable des 30 ans de transfert de la masse salariale vers les profits, qui a alimenté la spéculation et incité à l'endettement.

**Il faut réorienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, dans le respect des impératifs écologiques. Les salariés, les chômeurs et les retraités sont les premières victimes d'une crise dont ils ne sont aucunement responsables. Alors qu'une pluie de milliards d'euros est déversée sur les banques, et que les cadeaux au patronat se multiplient, rien, ou presque, n'est fait pour la population qui se retrouve au coeur de la tourmente.**

**Alors que le nouveau gouvernement poursuit dans la voie de l'ancien avec une politique de rigueur - hausse de la TVA, explosion des contrats précaires, crédits d'impôts pour les patrons, contraction continue du service public, le syndicat SUD se saisit de toutes les occasions pour renverser la vapeur et reprendre la voie des conquêtes sociales. C'est pourquoi il appelle la mobilisation, la grève de la fonction publique du 31 janvier pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, contre le jour de carence.**

**Il est urgent d'agir pour une société de solidarité, de justice et de liberté, plutôt que de se résigner à l'exploitation, la concurrence et l'oppression.**

